
CONCERTATION POUR LE PACTE ET LA LOI D'ORIENTATION ET D'AVENIR AGRICOLE

Fiche préparatoire à la concertation en groupe de travail
Tendances consommation et système alimentaires
Modes de production et commercialisation

Définition

Les modes de production et de commercialisation concernent différentes composantes des systèmes alimentaires : production primaire, transformation, transport, commercialisation finale, etc.

Éléments de contexte, tendances passées et situation actuelle

Une balance commerciale positive mais en dégradation depuis une quinzaine d'années

Le secteur agricole et agroalimentaire représente le 3^e poste d'excédent commercial français avec 8,0 Md€ en 2021. En 2021, l'excédent commercial agricole et agroalimentaire français augmente de 3,4% par rapport à 2019 (7,7 Md€). Cependant, le solde commercial se dégrade depuis 10 ans (11,9 Mds€ en 2011), en raison d'une croissance des importations plus rapides que celle des exportations, mais avec des variations selon les marchés (UE, hors-UE) et les produits. En 2021, la valeur des exportations françaises de produits agricoles et agroalimentaires s'établit à 69,7 Md€. La part des exportations françaises qui sont destinées à l'Union européenne (UE) est de 54%. En 1992, la France était le 2^e exportateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires ; en 2021, elle est au 6^e rang avec une part de marché de 4,5%, les principales exportations concernant les catégories « vins et spiritueux », « céréales et dérivés », « lait et produits laitiers ». Les importations françaises de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté de 10% par rapport à 2019, les principaux produits étant, en 2020, les fruits (5,5 Mds€), puis les poissons, les viandes et les abats. Les importations d'origine européenne représentent 66% des importations.

Une stratégie de différenciation par la qualité

Face à une concurrence internationale croissante, la valorisation de la qualité des produits permet d'améliorer la valeur ajoutée. Entre 2010 et 2020, la part des exploitations produisant sous signes de qualité ou d'origine (SIQO) augmente : en 2020, plus de 140 000 exploitations (30%) sont engagées dans au moins un SIQO (agriculture biologique, label rouge, appellations d'origine (AOC - AOP), indication géographique protégée (IGP) ou spécialité traditionnelle garantie (STG)). En 2020, le chiffre d'affaires à la première mise en marché des produits sous SIQO hors bio est estimé à environ 32 milliards d'euros hors taxes (+ 3 milliards par rapport à 2018). En 2021, l'agriculture biologique occupe 2,78 millions d'hectares, soit 10,3% de la surface agricole utile et concerne 13,4% des exploitations (58 413). Les filières biologiques sont approvisionnées à plus de 81% par des produits agricoles français. Elle dispose d'un débouché croissant à l'export (+18% en 2021), son chiffre d'affaire est de près de 13,3 Mds€ en 2021. Le dispositif de certification environnementale des exploitations agricoles connaît aussi une forte progression, passant de 1 518 exploitations certifiées HVE en 2018 à 24 827 en 2022. En progression, le marché du commerce équitable dépasse pour la première fois les 2 Mds€ de ventes (+11% entre 2020 et 2021). Selon les labels, des démarches de certifications multiples (exemple : bio et équitable) peuvent présenter un intérêt pour les exploitations en termes de commercialisation.

Des entreprises agroalimentaires confrontées à divers défis

En 2019, le périmètre des IAA comporte 16 431 entreprises réalisant un chiffre d'affaires (CA) hors taxes de 197 538 millions d'€. Elles emploient 436 547 ETP et sont majoritairement des microentreprises (81%) et des PME (17%). Les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises réalisent 84% du CA et 92% du CA à l'exportation. Des disparités sont également relevées en matière de localisation des entreprises (Bretagne, Auvergne-Rhône-Alpes, etc.) et selon les productions (le secteur laitier est le 1er contributeur au chiffre d'affaires des IAA françaises suivi de près par le secteur de la viande). Les entreprises agroalimentaires ont des positionnements très hétérogènes en matière de segmentation et d'ancrage au territoire. Les entreprises agroalimentaires sont confrontées à divers défis : sociétaux, relatifs à l'organisation et aux conditions de travail, sociaux, environnementaux, sanitaires, économiques, technologiques.

Des circuits de distribution hétérogènes valorisant partiellement l'amont des filières

La structuration des filières et l'encadrement des mécanismes de protection des producteurs ont permis d'améliorer les relations commerciales avec la grande distribution et, dans certains cas, d'augmenter la rémunération des producteurs (prix du lait) en renforçant notamment les modalités de contractualisation. Les tensions restent néanmoins fortes.

Parallèlement, la reterritorialisation d'une partie de l'alimentation via les circuits courts demeure dynamique. En 2020, 23% des exploitations commercialisent en circuits courts (17,5% en 2010), avec de fortes hétérogénéités selon les productions (9% pour les grandes cultures contre 74% pour le maraîchage) et les territoires (9% en Eure-et-Loir contre 92% en Corse-du-Sud.) Ces résultats sont soutenus par le développement de plateformes, la mise en œuvre de projets alimentaires territoriaux (PAT), et d'autres mesures incitatives ou réglementaires.

Prospective et hypothèses d'évolution

Le système alimentaire français évoluera sous l'effet des innovations quotidiennes des dizaines de millions de mangeurs, mais aussi sous la pression de tendances et contre-tendances plus structurelles, internes comme externes à la France : spécialisation des zones de culture, modification des conditions pédoclimatiques, adaptation aux incitations de la PAC, stratégies des entreprises agroalimentaires, contexte international, rapports de force géostratégiques, échanges commerciaux, nouvelles routes logistiques, etc. Plusieurs tendances peuvent être identifiées :

- la globalisation s'accompagnera de réinterprétations, d'hybridations et d'un système alimentaire plus diversifié, complexe ; l'exotisme gastronomique sera une source d'activités et de profits ; l'export restera une source de profits pour les entreprises françaises, sur certains segments seulement ;
- la mondialisation, fluctuante, suscitera des contre-tendances de promotion de l'autonomie nationale et de la proximité, même si la diversité quotidienne des régimes alimentaires continuera à reposer sur des productions nationales et importées ;
- du fait de l'éloignement des individus avec le monde agricole, la « désagricolisation » de l'alimentation se renforcera, les produits strictement agricoles moins présents, remplacés par des produits transformés et adaptés aux styles de vie ;
- la recherche de santé, d'environnement, de proximité continuera à représenter des leviers de développement des produits sous labels de qualité et localisés ; toutefois, des concurrences entre segments se manifesteront ; des adaptations des cahiers des charges et des référentiels seront sûrement nécessaires ;
- dans les prochaines années, la volatilité des prix agricoles et alimentaires devrait perdurer. Les tensions inflationnistes actuelles pourraient également se prolonger et alimenter les débats sur la répartition de la valeur et la rémunération « juste » des producteurs ;
- à l'inverse, la valeur sociale de l'alimentation augmentera, gagnant en dimension symbolique ;
- dans une « société du risque », la méfiance envers les différentes composantes du système alimentaire augmentera encore, soutenue par une demande croissante de transparence, de contrôle et de justification.

RÉFÉRENCES

- Graph'Agri 2021 <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/GraFra2021Integral/detail/>
- Hébrail-Muet V. et al., Dégradation de l'excédent commercial agricole et agroalimentaire français : principaux facteurs explicatifs, Analyse n° 172 <https://agriculture.gouv.fr/degradation-de-lexcedent-commercial-agricole-et-agroalimentaire-francais-principaux-facteurs>
- Panorama des industries agroalimentaires <https://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-industries-agroalimentaires>
- Géographie économique des secteurs agricole et agroalimentaire français : quelques grandes tendances - Document de travail n°15 <https://agriculture.gouv.fr/geographie-economique-des-secteurs-agricole-et-agroalimentaire-francais-quelques-grandes-tendances>
- RA 2020 - Signes de qualité ou d'origine : plus d'une exploitation sur trois engagée dans une démarche qualité <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/Pri2212/detail/>
- Recensement agricole 2020 - Surface moyenne des exploitations agricoles en 2020 : 69 hectares en France métropolitaine et 5 hectares dans les DOM <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/Pri2213/detail/>
- Observatoire du commerce équitable 2021 <https://www.commerceequitable.org/actualites/observatoire-du-commerce-equitable-2021/>